



SOCIAL WATCH

Un réseau international d'organisations engagées avec
l'éradication de la pauvreté et la justice économique, sociale et de genre

NOTES POUR L'ÉCHANGE D'EXPERIENCES SUR LE PLAIDOYER

Social Watch
Juillet 2007
www.socialwatch.org

Contenus

- 1) Introduction
- 2) Point de départ: un langage commun
 - a) Acteurs sociaux: mouvements et organisations de la société civile
 - b) Notes sur le concept de plaidoyer et ses implications
- 3) Tensions existantes sur le chemin vers le plaidoyer
 - a) Tensions entre acteurs
 - b) Tensions du local vers le global
 - c) Tensions entre différents types de stratégies
 - d) Tensions entre différents espaces d'incidence
- 4) Comment arriver au but: défis pour le plaidoyer
 - a) Articulations et alliances
 - b) Construction d'identité et légitimité
 - c) Production de connaissances
 - d) Impact, efficacité, systématisation et ressources
- 5) Bibliographie de référence

1)INTRODUCTION

Ce document, élaboré par l'équipe de Networking¹ du secrétariat international de Social Watch, constitue un outil pour les ateliers du projet KIC qui auront lieu au Cambodge et au Maroc en juillet 2007.

Ce document intègrera, suite aux ateliers, les exemples d'expériences concrètes des participants. Il ne faut pas le prendre comme une étude académique, il constitue un document de base pour les discussions sur les différentes formes de faire du plaidoyer. La version finale de ce document comprendra, en guise de conclusions, les principales leçons apprises par les participants des ateliers ainsi que certaines références théoriques importantes. Celle-ci sera publiée en tant que Cahier Occasionnel de Social Watch.

¹ L'Équipe de Networking de Social Watch est composée par Nicole Bidegain, Daniel Ciganda et Cecilia Alemany (coordonnatrice).

POINT DE DEPART : UN LANGAGE COMMUN

Le principal défi, qui implique de partager des expériences et d'apprendre des réussites et des erreurs, n'est pas uniquement celui de l'échange. Il faut pouvoir démarrer sur des concepts en commun.

Dans des univers multiculturels et transdisciplinaires, il est fréquent que chaque personne ait un concept et une vision différente. Cela constitue une richesse pour sa diversité mais des malentendus pourraient surgir également. Il n'est pas difficile de trouver des personnes qui passent des heures à débattre faussement sur des idées qui sont similaires mais avec des mots différents. Il est arrivé plusieurs fois que les deux parties étaient en train de dire la même chose mais avec des mots différents ou bien que le contenu que chaque partie attribuait à un concept était différent de celui que son interlocuteur lui attribuait.

Souvent, les organisations jouent le rôle de créateurs de concepts. Lorsqu'un nouveau membre se joint à l'organisation, il doit apprendre les logiques de l'organisation ainsi que le langage propre au personnel ou à son nouveau groupe de travail. Ce phénomène a lieu au sein même des organisations sociales mais également lorsque des acteurs sociaux ou du développement font du plaidoyer auprès d'organisations internationales ou bien auprès des pouvoirs nationaux.

Le défi de construire un langage commun ou les dangers qu'implique l'utilisation d'un langage « étranger », ne sont en aucun cas des sujets

frivoles pour la discussion sur le plaidoyer. C'est pour cela que ci-dessous, nous précisons certains points de partie conceptuels pour avoir un langage commun comme cadre de réflexion et d'échange d'expérience sur l'incidence pour les workshops de Cambodge et du Maroc.

2.a) Acteurs sociaux: mouvements et organisations de la société civiles²

Il existe plusieurs définitions de la « société civile ». Comme d'habitude, il y a ceux qui défendent une vision restrictive du concept et d'autre qui défendent une vision plus large³.

La vision restrictive inclut uniquement les organisations non-gouvernementales (ONG) dans la catégorie de société civile. Ou par exemple, tient en considération seulement les acteurs traditionnels des relations socio-économiques capitalistes (entrepreneurs et travailleurs).

Dans le présent document, nous optons pour la définition large de la société civile, qui comprend tous les acteurs ou organisations sociales qui sont guidés par un objectif commun et qui sont en interaction avec les acteurs du public et du privé.

Cette définition comprend : les organisations communautaires et de base ; ONG dans les domaines du développement, de l'environnement, des femmes, etc.; mouvements sociaux, associations d'agriculteurs, syndicats et organisations de travailleurs ;

² Cette section reprend les développements de ALEMANY, C. 2007.

fondations privées (liées à des sociétés commerciales et philanthropiques); associations d'entreprises; associations professionnelles et d'étudiants; associations culturelles et sportives; coopératives; institutions éducatives, écoles-lycées et universités sans but lucratif et organisations religieuses.

Plusieurs acteurs ne veulent pas considérer les mouvements sociaux comme membres à part entière de la société civile. D'autres refusent que la société civile soit définie comme le "troisième secteur" en opposition au secteur public et au secteur privé. Cependant tous les acteurs s'accordent sur le fait que tous sont des acteurs sociaux et que finalement la société civile est le sujet principal qui englobe de manière abstraite tous les acteurs sociaux (qu'ils s'agissent d'organisations ou de mouvements).

Bien que la société civile soit devenue un sujet à la mode pour beaucoup d'analystes ou pour certains organismes internationaux, le succès de participation au niveau national et international laissent encore à désirer. Certains analystes nous alertent sur le danger de substituer les pratiques traditionnelles de l'exercice de la citoyenneté par des nouvelles formes de participation⁴. Plusieurs acteurs publics voient l'émergence de la société civile comme une menace à la démocratie représentative alors que d'autres voient cette émergence comme l'expression du processus de consolidation de la démocratie.

⁴ Voir: Khagram, Sanjeev; Riker, James V. y Sikkink, Hathryn -Ed.- (2002): *Restructuring World Politics: The Power of transnational Movements, Networks and Norms*, Minneapolis: University of Minnesota Press. Florini, Ann -Ed.- (2000); *The Third Force: The Rise of Transnational Civil Society*, Carnegie Endowment for International Peace and Tokyo, New York.

L'importance de la société civile sous ses différentes formes en relation à la politique internationale, ou à la politique extérieure, mène certains auteurs à développer des analyses récentes et variées sur ce nouvel acteur de la politique internationale sous ses différentes expressions et niveaux (local-national-régional-international-transnational)⁵.

Les dimensions globales et régionales interpellent tous les acteurs, elles exigent également une autre manière de s'organiser, de réagir et de proposer, puisque les dynamiques nationales dans lesquelles les acteurs sociaux ont traditionnellement évolué, ont de plus en plus une expression transfrontalière.

Les appels de cette nouvelle géo-économie et géopolitique mondiale interpellent les mouvements sociaux traditionnels qui se trouvent de nos jours en crise et en redéfinition. Cependant les tensions entre des légitimités croisées sont toujours présentes. Les mouvements sociaux revendiquent leurs "constituencies" alors que les organisations de la société civile (OSC) revendiquent leurs spécificités, leur know how ou bien la représentation d'intérêts d'un groupe en particulier.

2.b) Notes sur le concept de plaidoyer et ses implications

Les acteurs provenant du Global South communiquent fondamentalement en anglais lorsqu'ils doivent promouvoir des rencontres pour des actions d'incidence politique globale. C'est pour

⁵ Voir: Khagram, Sanjeev; Riker, James V. y Sikkink, Hathryn -Ed.- (2002): *Restructuring World Politics: The Power of transnational Movements, Networks and Norms*, Minneapolis: University of Minnesota Press. Florini, Ann -Ed.- (2000); *The Third Force: The Rise of Transnational Civil Society*, Carnegie Endowment for International Peace and Tokyo, New York.

cela que plusieurs concepts sur l'incidence politique sont utilisés sous leur forme anglaise au lieu des langues locales. Dans le présent document, dans certains cas il a été choisi d'utiliser le mot anglais « advocacy ». Bien que dans leur usage quotidien les termes d'« incidence », « advocacy » ou « plaidoyer » désignent plusieurs types d'actions différentes. Nous tenterons ci-dessous d'éclaircir ce concept.

Généralement, le plaidoyer se réfère à la stratégie d'influence politique pour défendre et pour promouvoir un sujet ou un agenda dans un espace déterminé de pouvoir. Ces stratégies sont développées par des acteurs sociaux ou de développement et elles sont supposées avoir une vision large de la politique, au-delà des frontières des systèmes des partis politiques. Par exemple, une stratégie d'incidence peut être développée par des groupes d'organisations non gouvernementales (ONG) : de femmes, de jeunes ou de citoyens en général tant à un niveau local, national, régional ou international.

La réalisation des actions de plaidoyer suppose différentes étapes :

1. Avoir un but politique clair : développé dans un agenda de sujets articulés et fondés
2. Identifier d'autres acteurs ainsi que leurs agenda politique
3. Définir des alliances stratégiques et évaluer leurs coûts
4. Planifier des actions d'incidence faisables et mesurer leurs impacts.

Une stratégie est le 'comment' nous allons arriver à notre objectif politique. Pour cela nous devons savoir :

- Pourquoi voulons-nous faire du plaidoyer sur un sujet déterminé ? (sur base de quels fondements)
- Quels résultats attendons-nous ?
- Comment allons-nous l'obtenir ?
 - Vers qui notre stratégie est-elle dirigée? Quelles sont les caractéristiques de notre *cible* ? (objectifs, niveau d'action, contacts)
 - De quels recours matériels et humains disposons-nous ?
 - Quels sont nos possibles 'opposants'? Quelles sont leurs forces et faiblesses? (carte de pouvoir)
 - Est-ce une stratégie à long, à court ou à moyen terme? (il faut la penser sur (5, 10 ou 20 ans)
 - Quelles actions allons-nous développer ?
 - Comment allons-nous mesurer ses impacts et l'évaluer ?

Pour mener une stratégie de plaidoyer efficace, nous avons besoin d'identifier et de comprendre le système dans lequel nous travaillons, ses portées et sa logique. C'est un pas très important qui requiert une étude profonde des acteurs, qu'ils soient alliés ou 'possibles opposants', ainsi que de leur comportement.

Plusieurs expériences n'ont pas eu un aboutissement positif et pour cause, les difficultés de certaines OSC à comprendre les logiques et le timing politiques des institutions sur lesquelles elles veulent plaider ; leurs timings et leur logique sont très différents de celles des OSC. Cela a aussi engendré des tensions entre les alliés au sein du gouvernement ou dans l'organe de pouvoir et les autres OSC. Il est crucial de comprendre ces différences pour ne pas rater notre stratégie et avoir des résultats que nous n'attendions pas.

"A partir du moment où nous avons compris l'ensemble des acteurs impliqués et les relations qu'ils nourrissent entre eux, tant dans le contexte national que régional (et global), nous devons comprendre alors leur mode de relation sur le plan financier, économique, politique et social qui déterminent la qualité des décisions." (Kyte; 1999).

Différents types d'actions de plaidoyer

Les options qui seront choisies pour les actions de plaidoyer dépendront de plusieurs facteurs. Les facteurs principaux sont l'identité et la culture organisationnelle de l'acteur social qui va mener l'action d'incidence. Par exemple, tout le monde connaît le type d'actions pour la sensibilisation et l'incidence que Greenpeace réalise, personne n'a été surpris de voir les bateaux qui ont encerclé le centre de presse du Sommet du G8 réalisé en Allemagne en 2007.

C'est un exemple de comment un type d'action s'associe avec l'identité ou la "marque" d'une organisation. Un autre facteur important est celui du public ou de l'espace que nous voulons atteindre. En effet, les règles du domaine que nous voulons influencer ou les codes de conduite de ceux que nous voulons sensibiliser pour changer les politiques sont aussi des facteurs primordiaux.

Il faut être conscient des raisons qui ont menées au choix de notre public cible ainsi que des raisons pour lesquelles nous choisissons une cible en particulier qui pourrait être l'opinion publique, des groupes d'intérêt, des journalistes, des formateurs d'opinion, des hommes politiques ou des gouvernants.

*****LOBBY** : Ceci implique d'exercer une pression sur une personne précise ou sur un groupe de personnes qui possèdent un certain

pouvoir pour qu'ils orientent leurs actions ou décisions conformément à notre but politique.

"Une interaction formelle ou informelle entre des gouvernements et des groupes intéressés, pour promouvoir des programmes spécifiques sur différents espaces d'intérêt" (Rahman et al, 2002)

Exemples :

Niveau international : Lobby aux conférences des Nations Unies. Ça comprends différents pas: rédiger des « drafts » (brouillons de déclarations avec le langage qu'on propose) ; établir des contacts avec les délégués officiels et d'autres osc ; et construire des appuis à notre position.

Niveau national: lobby pour des modifications sur les politiques publiques, la législation, dans les budgets nationaux, dans le programme des institutions éducatives ; etc.

Niveau local : lobby auprès des conseillers, des municipalités ou des parlementaires (provinciaux ou nationaux).

*****SENSIBILISATION** : l'action est orientée vers l'insertion du sujet dans l'agenda publique ou bien de sensibiliser un groupe déterminé de personne sur une thématique en particulier. Elle peut signifier souvent un pas préalable à une stratégie d'incidence plus forte.

Exemples : tables de discussion entre différents acteurs ; campagnes publicitaires auprès de différents médias pour attirer leur attention sur un sujet ; campagne de presse avec des articles qui influencent l'opinion, etc.

*****MOBILISATION** : elle consiste à l'adhérence des citoyens en général à une certaine identité se réunissant dans un espace

public pour répandre leurs positions communes, défensives ou offensives, face à la société ou face à des espaces de pouvoir, des gouvernements ou de moyens de communications.

Exemples : campagnes globales de sensibilisation ; activités massives de protestation dans la rue, comme les marches contre la guerre d'Irak ; l'envoi de lettres citoyennes aux responsables du gouvernement, concerts du G8, etc ;

Questions pour la discussion concernant l'échange d'expériences :

- Pourrais-tu définir quel type d'actions d'incidence développe ton organisation ?
- Quelles ont été les expériences les plus enrichissantes ou qui ont eu le plus de succès pour ton organisation ?
- Quelles sont les expériences les plus décevantes en ce qui concerne les leçons retenues ou les désillusions ?

Le chemin vers les campagnes de plaidoyer

Durant les vingt dernières années des organisations sociales de tout le monde, bien qu'à des niveaux différents, ont fait partie d'un processus de mutation dans la manière de s'organiser pour défendre leurs revendications.

Les OSC dans les années 80 s'organisaient territorialement, elles se spécialisaient dans des sujets déterminés et avaient des relations avec d'autres OSC de leur milieu, car elles possédaient un cadre idéologique similaire.

Dans les années 90, les nouvelles technologies de l'information ont permis à un groupe select d'OSC de communiquer avec des OSC d'autres pays. C'est de cette manière que commence à ce créer le concept de réseau, ou de réseaux d'OSC, où des groupes d'identités et de territoires très variées étaient en communication cybernétique, ce qui permettait de réaliser des réunions internationales autour de certains sujets.

Ces réseaux sont articulés pour influencer sur les conférences des Nations Unies liées à des sujets qui suscitaient leur intérêt et de revenir (ce qu'ils étaient supposés faire) dans leurs pays pour contrôler l'implémentation des accords signés par leurs gouvernements au niveau international. Le fait de participer aux réunions des Nations Unies menait implicitement à une discussion sur le concept de représentativité et de légitimité des OSC présentes. Ceci a contribué à promouvoir la réflexion sur l'importance de posséder des bases plus larges (coalitions nationales) qui puissent constituer un soutien au travail des réseaux internationaux.

Tout au long de cette décennie, suite à la mise en œuvre minimale par les gouvernements des accords internationaux relatifs au développement, la stratégie d'organisation des OSC pour le plaidoyer a changé à nouveau. Les inéquités entre les propres OSC étaient de plus en plus grandes, et finalement, après un long processus, il s'est créé une polarisation entre les OSC internationales d'incidence et les OSC de base. La communication et les stratégies communes étaient pratiquement inexistantes.

D'un côté, après une décennie de négociations auprès des Nations Unies, une élite d'OSC lobbyistes s'est formée. Celles-ci possédaient une grande expertise. Cette expertise était concentré chez certaines

personnes qui étaient, naturellement, universitaires, du nord ou qui parlaient l'anglais et qui étaient de plus en plus éloignés des personnes à qui le lobby devait bénéficier.

D'un autre côté, les organisations de base, submergées par leur travail quotidien, se montraient septiques quant à l'utilité des efforts économiques et humains nécessaires dans les discussions de bureau pour obtenir un langage plus 'progressiste' dans les déclarations finales. Ils ne croyaient pas qu'ils pouvaient aboutir à des résultats concrets. Par ailleurs ces deux pôles étaient de plus en plus éloignés de la citoyenneté en général.

Le pont entre ces deux logiques d'intervention était brisé. Cette situation s'est aggravée car pour les donateurs, cette situation n'a pas été identifiée comme prioritaire au financement. Cette dichotomie s'est accentuée: on finançait soit les participations internationales, soit les organisations de base.

S'il n'y a pas de financement pour fortifier ce pont: comment les réseaux globaux peuvent-ils 'traduire' les discussions au plan local? De quelle manière les organisations de base peuvent-elles engendrer des propositions concrètes qui puissent être défendues auprès des Nations Unies ? Cette situation continue à exister aujourd'hui. Avec des tentatives plus ou moins positives pour lier ces deux plans d'intervention.

Sur base de cette situation, l'une des alternative trouvées (et proposée par les donateurs via la coopération officielle ou d'ONG internationales appelées INGO, son sigle en anglais) a été d'articuler le local et le global derrière le concept de campagne.

La campagne permet, grâce aux TICs, d'articuler des personnes de pays et d'expertises différents autour d'un slogan commun. Elle permet de sensibiliser des citoyens non politisés qui sont sensibles à un slogan général tel que ' make poverty history '.

Il y a dix ans, le concept de « campagne » n'existait pas au sein des organisations sociales du Sud, mais la mode en vogue des « donateurs » et l'effectivité médiatique des ONG internationales ont mené à ce que les organisations du Sud commencent elles aussi à développer des campagnes. Les ONGI réalisent au Nord des campagnes pour récolter des fonds. Souvent, ces récoltes de fonds aident à financer les campagnes d'incidence et en partie leur fonctionnement. Ces fonds constituent également un mode de financement de leurs contreparties du Sud. Alors que les organisations du Sud réalisent des campagnes pour accéder aux fonds des ONG du Nord, ou pour être au même niveau qu'elles sur la scène internationale.

De plus en plus de campagnes globales réunissent différents acteurs face à un sujet ou à un slogan commun. Nous pouvons citer plusieurs exemples récents: la Campagne de l'Education, l'Appel Mondial contre la Pauvreté (GCAP), ou bien la Campagne pour une nouvelle entité de genre aux Nations Unies.

Questions pour la discussion concernant l'échange d'expériences:

- Avez-vous participé à une campagne d'incidence dans votre organisation ?
- Quelle était la dimension de cette campagne (locale, nationale, régionale ou globale ?
- Avez-vous participé à une campagne globale ? Qu'avez-vous appris lors de celle-ci?

2) LES TENSIONS SUR LE CHEMIN VERS LE PLAIDOYER

3.a) Tensions entre acteurs

Durant les trente dernières années, plusieurs mouvements sociaux sont nés dans le monde. Cela a marqué un point d'inflexion important et a provoqué de nouvelles tensions et défis.

Dès la naissance des sociétés industrielles jusqu'à la première moitié du XXe siècle, le mouvement ouvrier a été l'interlocuteur légitime des demandes sociales des plus démunis. La notion de « classe » était l'élément identitaire principal. Cependant, il s'est ajouté à la lutte pour la « redistribution économique », celle de la « reconnaissance ».

Ces revendications ont engendré l'émergence de nouveaux mouvements sociaux (ou d'anciens mouvements avec de nouvelles stratégies) comme des mouvements ethniques, féministes, de la jeunesse, des mouvements pour la diversité sexuelle ou bien d'agriculteurs. Ces mouvements souhaitent donner une reconnaissance à des identités sous-évaluées par la société. Ils dénoncent que derrière le paradigme des droits humains, se cache une fausse universalité qui représente en fait une culture masculine, blanche et occidentale.

Plusieurs tensions se sont fait ressentir entre les mouvements « pro-redistribution » et « pro-reconnaissance » (Fraser; 1997). Les mouvements ouvriers ont critiqué ces mouvements émergents car ils

n'étaient pas critiques à l'égard des structures économiques génératrices d'inégalité. D'un autre côté, les mouvements pour la reconnaissance disent que l'identité de classe n'est pas l'unique ni la plus importante des revendications et qu'à l'intérieur même des mouvements ouvriers, on assiste à la reproduction des modèles discriminatoires et exclusifs de la société. Le fait de penser les politiques de redistribution d'un côté et celles de la reconnaissance d'un autre, à créer un phénomène de grandes tensions à l'intérieur des mouvements sociaux et par conséquent, les forces conjointes se sont annulées.

Le Forum Social Mondial est un espace où le dialogue sur les alternatives pour la justice sociale a été possible. De nos jours, plusieurs mouvements articulent ces deux dimensions à l'heure de proposer des alternatives ou des actions de plaidoyer. Il est clair que les luttes pour la redistribution sont nécessairement articulées avec celles de la reconnaissance puisque l'effet multiplicateur de l'inégalité le requiert. Les plus pauvres et exclus proviennent du Sud, des zones rurales, sont des femmes, des jeunes, des handicapés, etc.. Par conséquent, une politique de redistribution doit prendre en compte ces différentes identités si elle prétend à une plus grande justice sociale.

D'autre part, l'agenda d'incidence des différents acteurs de la société civile est en constant changement bien que quelques revendications récurrentes peuvent être identifiées. Un monde plus juste, avec moins d'inégalités, avec moins de concentration de pouvoir et plus de participation des moins privilégiés sont les désirs qui réapparaissent le plus souvent comme fondements des revendications sociales. Ces principes sont nuancés selon qui les revendique et ils constituent les

principes commun de larges espaces tel que le Forum Social Mondial cité précédemment.

Si c'est une organisation qui travaille pour les droits des enfants, elle défendra ce groupe, si elle défend les droits des femmes, elle s'orientera en ce sens, si elle est environnementale ou écologiste, elle défendra son agenda et les personnes ou les êtres vivants affectés, s'il s'agit d'un mouvement de travailleurs, il défendra les droits de ceux-ci, si elle travaille avec des immigrants, elle se focalisera dans la manière pour améliorer leur situation, etc. etc..

Tous les acteurs sociaux travaillent sur l'inégalité, terrible, mais chacun le fait en revendiquant son propre agenda, depuis sa propre réalité et avec son langage. Plusieurs fois nous parlons du même problème, et prônes les mêmes changements mais nous ne nous en rendons pas compte.

Il est également vrai qu'il existe parfois des préjugés entre les acteurs. Il y a des acteurs syndicaux qui ne reconnaissent pas le mouvement des femmes, et les féministes qui voient dans les syndicats une manifestation plutôt machiste ou patriarcale. Il y a des acteurs de l'académie qui ne reconnaissent pas les ONG, les acteurs des communautés locales qui voient les ONG comme des entreprises, etc...

Dans ce sens, la reconnaissance et le respect mutuel entre les acteurs de la société civile sont les éléments clés, non seulement pour construire des alliances plus larges mais également pour identifier stratégiquement les intérêts sectoriels et transversaux communs qui peuvent émerger dans une campagne de plaidoyer.

Questions pour la discussion concernant l'échange d'expériences:

- As-tu déjà eu à faire à une situation de préjugés entre les acteurs sociaux ? Quelles ont été les stratégies pour surmonter cette situation ?
- Quand nous nous articulons, est-ce que quelqu'un prédomine ?
- As-tu participé à une large alliance d'acteurs dans ta localité ou pays ? Quels en sont les enseignements appris ?
- Comment as-tu vécu le poids ou la prédominance de celui qui détient les ressources ou les contacts pour le plaidoyer ?
- As-tu trouvé ou développé une stratégie dans ce sens ?

3.b) Tensions du local vers le global

Les agendas locaux accompagnent le processus de la globalisation et du développement des communications. Ils sont aujourd'hui plus que jamais connectés entre eux.

Les agendas locaux ont une incidence sur les agendas nationaux, qui ont eux une incidence sur les agendas régionaux et globaux et vice versa. C'est le défi qu'impose la globalisation d'un côté, et la désagrégation des acteurs sociaux d'un autre.

Le changement social, tel qu'il était compris au XXe siècle, subit une remise en question. Les formes que prennent les revendications en Asie, en Afrique ou en Amérique Latine ressemblent en partie, certes, puisque on assiste à la globalisation de plusieurs acteurs à travers des réseaux ou qui participent à des rencontres mondiales, mais ces

revendications ne cessent de nourrir leurs propres particularités, dynamiques et langages.

Cependant, le fait que plusieurs des acteurs sociaux du Sud soient financés par quelques bailleurs de fond du Nord entraîne certaines conséquences positives et d'autres négatives ainsi que des défis.

D'un côté cette « triangularisation » permet un rapprochement entre les régions du Sud qui se sont récemment découvertes et dont on ne connaît pas encore le potentiel. D'un autre côté, nous parlons tous de « campagne de plaidoyer », alors qu'il y a une décennie ou moins, cette expression n'était pas dans le langage des acteurs du Sud. Cela fait que nous utilisons tous les mots "advocacy", "governance" ou "accountability" et que nous avons même des difficultés à les traduire ou à convenir quel est leur meilleure traduction dans nos propres langues. Malgré cela, ces mots clés, si difficiles à traduire constituent la structure de nos actions.

Les tensions entre les manifestations locales, nationales, régionales ou globales ont aussi un poids considérable. Dans un monde idéal, ces dimensions devraient se compléter et se renforcer mutuellement. Mais malheureusement il n'en est pas toujours ainsi.

Cette affirmation ne veut pas être pessimiste, mais elle est basée sur le fait que chaque groupe va défendre sa dimension c'est-à-dire qu'il va faire ce qui est possible pour que son agenda ou sa vision du problème depuis son territoire ou son champ d'action prédomine sur les autres.

Le nouveau "mantra" des réseaux et des mouvements sociaux, consiste à construire une vision de complémentarité et de bénéfice mutuel dans le but d'articuler des actions de plaidoyer ou des

mobilisations dans différentes dimensions du territoire. Mais cela ne se réalise pas toujours dans une ambiance cordiale et harmonieuse. Souvent, l'agenda qui prédomine est celui de ceux qui possèdent les ressources financières (en général situés au Nord et qui sont plus engagés avec l'agenda global) que ceux qui travaillent à un niveau local.

Les tensions produites par les différences entre les logiques de communication ne sont pas moins importantes. Discuter, négocier, sont des tâches difficiles surtout quand on essaye de connecter des niveaux différents d'action et de discussion. Chaque contexte, chaque culture a ses propres formes de communication, pouvoir articuler les divers univers de signification c'est-à-dire sans que certains ne prédominent, constitue un défi chez les acteurs sociaux.

Une autre tension bien présente est comment l'information se transmet du niveau international au local et vice versa. Souvent les organisations globales justifient leurs actions de plaidoyer par l'impact que celles-ci auront sur les organisations de base. Cependant, très rarement un échange fluide d'information se produit à tous les niveaux et il est encore plus rare que les organisations de base s'approprient des résultats des négociations internationales.

Pour que cela arrive, il est nécessaire d'un côté, d'avoir une volonté politique claire de « responsabiliser » les bases et d'un autre côté des ressources pour le faire, puisque cela requiert un important travail de « traduction culturelle » (Boaventura de Souza; 2007)⁶. Ce n'est pas un travail facile, mais les expériences existantes montrent que cette

⁶ En référence à des concepts développés par Boaventura de Souza dans le cadre de l'Assemblée Générale de ICAE, janvier 2007, Nairobi-Kenya,

manière est beaucoup plus effective et que cela contribue à la transformation sociale à long terme.

D'autres tensions se produisent quand des organisations globales financent les personnes qui travaillent dans le terrain pour participer aux actions de lobby international. La plupart des fois ce type de participation n'a pas suivi un processus préparatoire de la part de l'organisation. Il n'y a pas non plus de processus de suivie des résultats sur le terrain après l'intervention.

Ces participations provoquent beaucoup de tensions. Dans l'organisation de base, du au manque de ressources financières, on ne donne pas de priorité au travail préalable et postérieur de l'organisation dans le sujet. Souvent l'information reste concentrée chez la personne qui participe ou au sein d'un groupe réduit. Ainsi, sans une préparation pour l'incidence internationale et sans une connaissance des défis et des alliés potentiels, il est très difficile qu'il y ait une participation effective.

Ce qui est absurde dans tout cela, c'est que face à l'interconnexion du monde dans lequel nous vivons, les uns ont besoin des autres et tous les territoires font partie d'une lecture globale qui n'a pas de sens si celle-ci n'arrive, finalement, aux gens qui vivent dans le monde réel.

Pour ceux qui font du lobby à un niveau global, le monde réel est constitué par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), l'ONU, ou le G8. Pour le reste du monde ces organisations sont vues comme des « entéléchies » des organismes parfaits qui se suffisent à eux même, puissants, difficiles à décoder et qui semblent inaccessibles pour les acteurs de base ou les mouvements sociaux nationaux.

En fin de compte, le monde réel c'est celui dans lequel les gens vivent, ou bien un territoire concret, mais les luttes de pouvoir se développent dans ces entéléchies globales qui affectent les vies de tous les citoyens du monde. Par conséquent, l'alliance entre ceux qui travaillent à un niveau national ou local et ceux qui connaissent les arènes internationales semble être une alliance naturelle et celle-ci a pris diverses formes dans les dernières décennies.

Peu importe la forme adoptée par cette alliance, les acteurs devront reconnaître l'importance non seulement des manifestations du problème dans ses différents niveaux mais aussi des possibles stratégies pour influencer sur chacun de ces niveaux.

Trouver une articulation solide et effective entre le local, le régional et l'international conduira sans doute à une meilleure compréhension des différents problèmes qui composent l'agenda de la société civile. La recherche de cette articulation est en partie ce qui a donné naissance à l'outil principal de plaidoyer développé par Social Watch, qui est le Rapport annuel.

Questions pour la discussion concernant l'échange d'expériences:

- As-tu participé ou un membre de ton organisation à des réunions internationales?
- Quels ont été les résultats de ces participations? Avez-vous pu faire un suivi des opportunités engendrées dans ces espaces ?
- Quelles sont les difficultés auxquelles vous avez dû faire face lors de votre participation aux réunions internationales ou pour accéder à celles-ci?

- Comment crois-tu que l'on pourrait améliorer le lien entre ce que développe ton organisation à un niveau local ou national et les possibles actions communes avec des organisations alliées ou les contreparties de la région ou internationales ?

3.c) Tensions entre stratégies

Les formes de la mobilisation et des échanges politico-institutionnels sont spécifiques à chaque réalité et à chaque moment historique. Nous ne pouvons pas comparer, bien que nous en sommes tentés, les changements actuels dans la structure du pouvoir au Népal avec ceux de la Bolivie. Par conséquent, nos catégories d'analyse pour le plaidoyer doivent être suffisamment larges et flexibles et elles doivent s'appuyer sur des expériences passées ou lointaines géographiquement, mais sans forcer la réalité sur laquelle nous essayons d'influer, il ne faut pas proposer des « recettes étrangères, toutes faites, prêtes à l'usage ».

Nous pouvons ajouter à cela, la tension entre le besoin de spécialisation et de technicité pour le plaidoyer et la nécessité d'une vision intégrale des problèmes et des réponses politiques possibles.

L'absence d'une vision intégrale sur les sujets dans lesquels ont fait du plaidoyer peut comporter quelques risques. Le plus inoffensif des risques serait que l'on se base sur des visions trop étroites, qui n'arriveraient pas à interpeller les cadres qui prennent les décisions, même si elles sont vues d'un bon œil par les technocrates de première ligne.

Un autre risque potentiel serait que les actions de plaidoyer se transforment en « emplâtres », quelles servent à boucher des trous et

qu'elles ne donnent pas de réponses avec une vision de long/moyen terme.

Et sans doute le plus grand risque serait celui des effets non désirés, souvent provoqués par un manque de vision dans son intégralité, ce qui pourrait faire croire qu'une campagne ou une action d'incidence a remporté du succès (si l'on se base sur les indicateurs typiques d'impact d'un projet de développement, c'est-à-dire ceux que les donateurs demandent). Mais au-delà de ces indicateurs ou des échos dans la presse, il existe souvent d'autres effets non recherchés qui ne sont pas toujours envisagés par les propres acteurs de l'incidence.

Les tensions apparaissent parfois quand différents acteurs sociaux essaient d'influer sur les mêmes terrains mais avec des modalités et des programmes différents qui sont parfois en compétition entre eux bien qu'ils aient des buts finaux similaires. Une autre forme de compétition est celle où des acteurs avec des programmes divergents ou des intérêts opposés essaient de se neutraliser réciproquement sur le terrain international.

3.d) Tensions entre différents espaces de l'incidence

Lorsque des décisions sont prises pour des actions de plaidoyer, il faut prendre le risque de choisir le meilleur terrain sur lequel concentrer les efforts pour agir. Par exemple les réseaux ou les organisations qui développent des actions à un niveau international dans des sujets commerciaux choisissent s'ils vont faire de l'incidence sur l'agenda commercial relative à l'OMC ou sur certains processus de libéralisations commerciales bi-régionales ou bilatérales par exemple.

Exemples:

Third World Network y OWINS à la OMC.

Campagne contre l'ALCA en Amérique Latine, ou la campagne StopEPAs en relation aux accords de libre commerce que promeut l'Union Européenne en Afrique ou en Asie.

Les décisions pour déterminer où pour concentrer les efforts de plaidoyer sont basés sur l'importance que l'on donne aux forums ou aux espaces choisis ainsi que sur l'importance qu'ils peuvent avoir pour le sujet spécifique qui est en étude. Par exemple, dans sa stratégie 2007-2009, l'Assemblée Générale de Social Watch a décidé de concentrer ses énergies dans le renforcement du multilatéralisme, à travers ses actions de plaidoyer aux Nations Unies dans les sujets de financement pour le développement.

Il est vrai qu'il y a une certaine division du travail entre les réseaux et les organisations sociales qui agissent dans différents espaces et que les reconnaissances de légitimité mutuelle, ont une influence sur la possibilité d'occuper certains espaces. Nous savons quels sont les réseaux ou les acteurs qui bénéficie d'une reconnaissance dans des sujets liés au commerce, au développement, aux droits humains, aux droits des femmes, aux droits des enfants, à l'aide humanitaire, etc.. Par conséquent la flexibilité de passer d'un espace à l'autre se trouve souvent limité par les possibilités matérielles de le faire. Ces limitations sont également causées par les définitions formelles de la forme de participation de la société civile dans les différents espaces ainsi que par la subjectivité d'autres acteurs sur la légitimité ou non d'être là.

Lorsque l'on discute ou on analyse la participation de la société civile dans différents espaces internationaux, régionaux ou nationaux,

souvent le besoin de faire appel à la représentativité de la société civile surgit. Il faut préciser que les organisations de la société civile se représentent à elles-mêmes ainsi qu'à des groupes de citoyens ou des populations pour lesquelles elles travaillent ou avec qui elles travaillent. En général nous tombons dans le débat stérile de voir qu'elle organisation est la plus représentative, et l'on rentre dans une logique réductrice de compétition entre les acteurs. Cela se passe dans la dynamique réelle et pas seulement dans les discussions théoriques.

Cependant, la légitimité de la participation de la société civile ne passe pas par la représentation de la société dans son ensemble, puisque malgré les limitations existantes, les organes législatifs restent les espaces de représentation de la citoyenneté en général. La légitimité des organisations sociales réside dans sa spécificité et par son positionnement ou la connaissance de certains sujets ou spécialités. Cette légitimité réside également dans les particularités des "constituencies" (groupes de référence ou de base des mouvements sociaux et de réseaux, ou des bénéficiaires dans le cas des ONG par exemple) qui justifient son existence.

Questions pour la discussion concernant l'échange d'expériences

:

- As-tu déjà subi des tensions pendant des actions de plaidoyer développées dans ton pays ou dans ta région ?
- Quels sont les priorités pour les sujets et les espaces d'incidence au sein de ton organisation ?
- Sur quels éléments ces options d'incidence sont-elles basées?
- Comment crois-tu que ton organisation a construit une légitimité ? Dans quels domaines devrait-elle la construire?

3) Comment arriver au but : défis pour le plaidoyer

4.a) Défis dans l'articulation et la construction d'alliances

Alliances au sein de la société civile

Quand nous analysons les tensions entre les différents niveaux d'incidence, nous constatons que la construction de larges alliances avec les acteurs qui travaillent dans des niveaux différents est essentielle pour avoir une vision intégrale des problèmes sociaux. De plus, au plus large sont les alliances, au plus grand sera l'effet multiplicateur. La communication sera réalisée à travers un nombre plus important de porte-parole et le pouvoir sera mieux distribué, ce qui donnera lieu à des mécanismes plus démocratique pour la prise de décisions.

La construction d'alliances entre acteurs sociaux développe son potentiel quand la distribution des fonctions est claire et que la communication est horizontale, deux éléments qui favorisent le travail en groupe. Cela implique une plus grande négociation à l'intérieur du mouvement mais cela garanti aussi une plus grande légitimité vers l'extérieur.

Cependant, les coûts pour construire des alliances peuvent être parfois très élevés et il est nécessaire de les prévoir pour ne pas être déçu lors ce que nous créons des alliances. Parmi les coûts à prendre en compte, nous soulignons la nécessité d'évaluer quels sont les

timings de l'action (imposés de l'extérieur, conformément à l'espace où nous voulons faire de l'incidence) et les timings de l'alliance nécessaires pour construire la confiance, pour négocier un agenda et pour développer des actions. Presque toujours, le timing interne est plus long que l'externe. Sans un équilibre de ces deux réalités, nous pouvons perdre des précieuses opportunités d'action. Un des autres facteurs important pour la construction d'alliances est la transparence dans :

- L'explicitation des buts que chaque organisation attend de cet espace.
- dans le maniement des ressources pour menez les actions.
- dans la répartition des tâches à l'intérieur de l'alliance et la forme dont les décisions sont prises.

Un autre risque qui est toujours présent est la monopolisation par certains impliqués de la représentation total face aux médias ou face à d'autres interlocuteurs. Il est nécessaire d'aller au-delà de la conception d'alliances seulement comme stratégie pour aller vers le développement de la légitimité grâce à la quantité ou à la qualité des alliés. Il est important de concevoir les alliances comme de vraies coalitions où chacun peut contribuer et où le leadership peut être rotatif, car ce qui est important c'est le message que l'on veut transmettre et les actions que l'on souhaite mener.

Les alliances avec le système de pouvoir

Les alliances à l'intérieur des systèmes de pouvoir sont d'une extrême nécessité mais elles peuvent être source de tensions. Elles sont nécessaires car souvent les efforts fait du « trottoir d'en face » ne se concrétisent pas sans des alliés au sein du système qui puissent les

impulser. De fait, les liens avec les décideurs sont un complément nécessaire aux campagnes de sensibilisation de l'opinion publique pour une stratégie de plaidoyer effective.

Les tensions sont relatives au degré d'autonomie du mouvement face aux structures de pouvoir. Par exemple, tout au long des conférences des années 90 des Nations Unies, les OSC ont fait un fort lobby pour s'intégrer aux délégations officielles. Cela a signifié un échange substantiel dans la manière de plaider dans les conférences internationales. On a évolué d'une stratégie plus offensive de l'extérieur vers une stratégie plus persuasive à l'intérieur des délégations officielles. En même temps, ceci a impliqué une professionnalisation des organisations qui fournissaient souvent une connaissance technique aux représentants de gouvernement ainsi que des propositions politiques fondées dans les rapports alternatifs.

Cela a signifié également un changement pour les gouvernements et pour le système des Nations Unies qui ont reconnu que les pays ne pouvaient pas être représentés uniquement par leurs gouvernants. La société civile avait le droit de représenter d'autres voix du pays et elles avaient un rôle très clair de suivi de l'accomplissement des promesses internationales.

Sans entrer dans la discussion sur le caractère effectif des stratégies 'insiders' ou 'outsiders' ou de la complémentarité de ces deux, le lobby des délégations officielles de l'ONU, a ouvert la discussion à l'intérieur de la société civile, sur les limites entre le lobby et l'autonomie.

En définitive, au-delà des tensions et des défis existants, la création de larges alliances est l'un des éléments centraux de n'importe quelle

action de plaidoyer sur le long et le moyen terme. Mais l'amplitude ne passe pas seulement par le nombre d'acteurs inclus dans l'alliance, mais également par la diversité des positions qu'ils occupent, les différents niveaux dans lesquels ils agissent et par l'expérience spécifique qu'ils peuvent apporter.

Questions pour la discussion concernant l'échange d'expériences:

- As-tu participé à des alliances de la société civile ? Quel a été le résultat ? Quels ont été les coûts pour ton organisation pour participer à cette alliance ?
- As-tu participé à des alliances avec un système de pouvoir ? Quel a été le bilan ? Quels ont été les risques identifiés ?

4.b) Défis dans la construction d'identité et de légitimité

La construction d'identité est liée à l'expérience et à certaines pratiques caractéristiques des acteurs ou des institutions, mais aussi elle dépend beaucoup de la manière dont sont abordés les problèmes sur lesquels on tentera de faire du plaidoyer.

Nous ne piochons pas les sujets dans une « corbeille à problèmes », ils sont définis conformément à un cadre conceptuel, qui déterminera à la fois la manière par laquelle nous discuterons des alternatives possibles et par conséquent quelles stratégies seront les plus efficaces pour plaider.

De plus en plus les problèmes sont définis en termes de droits et de justice sociale. Non seulement parce que cela octroie une légitimité

immédiate et profonde à la revendication mais aussi parce qu'ils offrent un cadre plus large qui lie ces problèmes spécifiques au fonctionnement d'autres sphères sociales comme l'économie, la politique ou la culture.

Cela contribue à éviter plusieurs tensions qui proviennent de la concentration exclusive sur un seul aspect d'un problème social ou d'un unique ensemble de causes (en général économiques).

Après avoir défini ou redéfini le problème, il faut savoir au nom de qui nous parlons. C'est aussi une condition de base pour la création d'une identité et pour être considéré comme des interlocuteurs légitimes. Les généralisations tendent à s'éloigner de la vérité, nous ne pouvons jamais parler au nom des ' femmes ', des ' jeunes ', ' des indigènes '. Il est possible que d'autres groupes apparaissent et qu'ils tentent de nous dérober cette représentativité. Ce genre de bataille est sans intérêt.

La différenciation par rapport à d'autres groupes et la construction de notre identité sont liés à la forme selon laquelle les sujets sont abordés et à notre perspective politique. Si ses points sont clairs, on peut discuter de la place de notre stratégie de plaidoyer au sein des stratégies d'autres mouvements sociaux et comment nous proposons du changement social à moyen ou long terme.

La légitimité est fort liée à la construction d'identité et elle déterminera l'impact réel de l'incidence. En outre, lorsque nous nous référons à l'incidence, la légitimité peut être définie comme le droit d'influer sur la formulation et la mise en place de politiques (Brown; 2006).

La légitimité occupe une place spécifique dans les relations sociales et elle se nourrit de sources différentes. Au-delà de la légitimité à définir les problèmes en termes de droits, la capacité d'incidence sera déterminée par la légitimité politique d'une organisation et par sa légitimité technique.

La légitimité politique se réfère à la représentativité, aux bases qui soutiennent l'action d'une organisation. Mais aussi à l'existence de mécanismes démocratiques de prise de décisions et à l' 'accountability', non seulement envers les bailleurs et le public mais aussi envers les présumés bénéficiaires des actions.

La légitimation est, de plus, certainement liée à la construction d'alliances auxquelles nous nous sommes référés plus haut, puisque il sera plus facile de reconnaître le droit à faire de l'incidence ou à mettre en œuvre une politique à une large coalition.

Comme l'exprime l'auteur d'une récente étude de cas sur le réseau "(...) Social Watch n'essaie pas de parler au nom de tous les citoyens ou en nom de toute la société civile, ..., mais le fait que ses informations contiennent des données de 65 pays, fournies par des organisations qui travaillent directement dans des programmes anti-pauvreté, il est difficile pour d'autres acteurs de nier sa légitimité, même si les données en elles-mêmes peuvent être controversées" (Srilatha Batliwala, 2007).

De plus en plus, la légitimité d'une organisation ou d'un ensemble d'organisations, passe par sa capacité technique. Pas seulement par son expérience et sa capacité à résoudre des problèmes, mais par la capacité à produire de l'information valable, importante et utile. La communication des résultats peut jouer un rôle aussi important ou

plus que les résultats eux-mêmes. Les outils qui aideront à perfectionner cet aspect seront nécessaires pour créer de l' 'awareness', pour donner une importance aux sujets et pour sensibiliser l'opinion publique et les preneurs de décision.

4.c) Défis dans la production d'un contenu « policy oriented »

La complexité croissante des sociétés contemporaines et le rapide développement technologique des dernières années ont impulsé une série de changements dans le système de production des connaissances. Des chercheurs ont essayé d'identifier au sein de ces changements, l'émergence d'un nouveau mode de production des connaissances qui, contrairement au précédent, est organisée en marge de la discipline et qui se dirige vers la résolution de problèmes plus qu'à la recherche de principes fondamentaux. Cela dilue les différences entre la recherche basique et appliquée (Gibbons et al, 1998).

Dans cette nouvelle manière de production des connaissances, les programmes de recherche se rapprochent plus des demandes sociales en connaissances, ce qui fait que la recherche se dirige de plus en plus vers la résolution de problèmes concrets.

Bien que la production de connaissances par la nouvelle méthode doive suivre certaines exigences méthodologiques, il faut également prendre en considération une série de critères liés au contexte social dans lequel ces connaissances se produisent.

La légitimité s'appuie moins sur des cadres institutionnels et sur des normes de discipline quand il y a des intervenants d'affiliations différentes qui participent de manière transitoire. Le choix des sujets importants se fait par l'intermédiaire d'échanges des producteurs avec les demandes sociales de connaissances, que celles-ci proviennent de l'État, du marché ou de la société civile.

Au sein du champ d'action de la société civile, cette dissolution des frontières a donné le lieu à un lien plus important entre la recherche et le plaidoyer (une recherche-action), souvent sous la forme d'association de chercheurs-activistes et d'autres fois à travers la production d'une propre recherche de la part de quelques organisations et réseaux.

Peu importe sa forme, la production de connaissances orientées à la résolution de problèmes sociaux et à l'incidence (policy-oriented) présente une série de défis, mais aussi des opportunités. Il y a toujours des intérêts différents, des attentes, des valeurs et des buts dans les deux sphères qui doivent être précisés et pris en compte dans les tentatives de produire des connaissances policy-oriented.

Les intégrants d'OSC seront plus concentrés dans la promotion de l'équité et de la justice, la promotion du changement social ou dans la responsabilisation de groupes sociaux déterminés à travers la modification des politiques exécutées par les gouvernements et/ou la prise de conscience et la sensibilisation de la citoyenneté. En général, les chercheurs concentreront leurs efforts dans la création d'élégantes théories, dans l'élaboration de données valables et dans la production de résultats vérifiables (Brown et al, 2006).

L'existence et la permanence de ces différences n'est pas seulement souhaitable mais elle est aussi nécessaire puisque celles-ci proviennent de systèmes avec des règles, avec une logique et avec des buts construits et convenus au fil du temps. Mais il est également nécessaire, d'identifier les valeurs et les objectifs partagés quand ce qui est cherché est le dialogue et la coopération entre les deux systèmes.

L'identification d'attentes, de résultats et d'un langage partagé sera primordiale pour le dialogue / négociation dans les différentes étapes qui vont de la délimitation du problème à l'utilisation des résultats pour le plaidoyer.

Des outils d'incidence : le rapport annuel de Social Watch

La première étape dans l'élaboration du rapport est l'élection du sujet central. Chaque année le rapport analyse en profondeur un sujet différent, en essayant de transmettre les différentes dimensions du développement social. En général la discussion sur les sujets est fortement liée à l'agenda global et aux sujets et cadres (frameworks) qui sont discutés à un niveau international à un moment déterminé.

L'élection du sujet qui est abordé année après année est réalisée sur base d'un processus participatif, dans lequel chaque membre réfléchit à l'importance de chaque sujet proposé dans le cadre de ses propres programmes de plaidoyer à un niveau national.

D'un autre côté, la perspective internationale se complète avec l'élaboration des rapports nationaux et régionaux dans lesquelles les organisations qui font partie du réseau font leur apport de leur vision locale, en informant de l'état de la situation dans leurs pays en relation au sujet spécifique de chaque année. C'est-à-dire que dans l'élection du sujet est également décisif que celui-ci puisse être abordé depuis une perspective locale.

Dans l'élaboration des indices et des tables, l'idée de lier les niveaux est toujours prédominante, en produisant une information comparable dans un niveau

international et qui présente une perspective macro de la situation dans des dimensions déterminées du développement, mais à la fois en restant lisible au niveau national.

De cette manière le rapport veut être un outil de suivi des politiques publiques et plaidoyer effective au niveau local et national, mais aussi aux niveaux régional et global.

Hormis sa contribution au rapport global avec ses chapitres nationaux, beaucoup de pays ont développé leurs propres rapport Social Watch (l'Allemagne, l'Italie, le Brésil, le Bénin, le rapport arabe publiée au Liban) en utilisant l'information statistique et l'analyse internationale et en approfondissant la situation du pays en relation au sujet.

Malgré le fait que les membres utilisent le rapport pour influencer sur des matières diverses, l'un des moments clé pour la diffusion sont les lancements qui ont lieu non seulement à un niveau global mais aussi dans chaque pays, dans lesquels une grande partie de l'attention est consacré aux résultats du chapitre national.

Les lancements sont vitaux pour faire entendre aux personnes clés, la manière dont Social Watch voit les problèmes qui affectent le développement (et les alternatives pour leurs solution). C'est aussi l'opportunité pour sensibiliser l'opinion publique sur l'importance de faire face aux situations socialement injustes. Dans ce sens, le site Web et les kits de presse se sont avérés indispensables au sein de la stratégie d'incidence.

En plus de la construction d'un langage commun il est nécessaire de considérer quels sont les ressources apportées par les chercheurs et les activistes et quelles structures institutionnelles peuvent promouvoir ou compliquer le dialogue et la coopération.

Dans ce sens, certains chercheurs ont identifié les principes ou les questions clés pour la production de connaissance « policy oriented ».

- Il faut délimiter le problème de manière à ce que les ressources, tant des chercheurs comme des activistes, soit intégrées.
- Il faut établir des valeurs, des buts, et des attentes partagées
- Il faut faire le diagnostic des accords institutionnels qui puissent favoriser ou empêcher le dialogue.
- Il faut apprendre des problèmes de forme collective mais aussi des processus d'apprentissage collectif.

Dans Brown (2006).

La délimitation du problème est clé puisqu'elle déterminera par la suite les étapes suivantes. Dans ce cas, il est nécessaire de définir le problème de façon à ce qu'il soit cohérent avec les théories existantes, scientifiquement valable, et que son opérabilité soit faisable en prenant compte de la disponibilité de données fiables ou de la capacité de les produire.

D'un autre côté, cette définition du problème et des outils utilisés pour l'analyser devront être appropriées pour son utilisation postérieure dans des campagnes de plaidoyer. C'est-à-dire que dans cette étape il est nécessaire d'équilibrer la connaissance du problème acquise par la pratique avec les alternatives de solution, en suivant une rigueur méthodologique et l'ajustage de certains cadres conceptuels reconnus scientifiquement.

L'Indice des Capacités de Base de Social Watch par exemple, est le résultat de l'articulation de perspectives théoriques amplement répandues- l'analyse de Capacités de A. Sen- avec la nécessité d'engendrer un instrument simple et calculable pour plusieurs pays, méthodologiquement valable mais à la fois facilement utilisable dans chaque pays pour surveiller l'action des gouvernements.

L'idée de fonder nos arguments sur des données vérifiables est directement liée à la légitimité technique. La reconnaissance du message, de la discussion ou la réinterprétation d'un problème aura beaucoup plus d'écho si les autres acteurs reconnaissent la validité de l'information produite au-delà de s'ils sont d'accord ou pas idéologiquement avec les propositions qui dérivent d'elle.

À son tour, si nous voulons obtenir un plus grand impact il est nécessaire de discuter sur la communication de nos découvertes et de nos propositions. Souvent, nous arguons et nous utilisons un langage que seul nos 'paires' peuvent comprendre. Pour une plus grande diffusion de nos consignes, il est nécessaire de penser vers quels publics sont dirigés ces consignes et comment nous voulons les atteindre.

Un élément fondamental qui continue d'être encore un défi, est la traduction des textes en anglais vers d'autres langues. C'est un élément discriminatoire qui éloigne les discussions internationales des réalités du Sud. De plus, la traduction dans des langues locales est nécessaire pour démocratiser réellement l'accès à l'information et la participation de personnes, de villages et d'organisations totalement exclues. La manière dont on communique est également très importante pour qu'il y ait un accès réel à l'information.

4.d) Défis en Impact, efficacité, systématisation et ressources

Le plus difficile est d'obtenir une soutenabilité financière tout au long de la stratégie de plaidoyer. L'obtention des ressources nécessaires dépendra de plusieurs facteurs.

Il y a des sujets qui sont plus attractifs pour les bailleurs de fonds et plus politiquement corrects, il y a d'autres sujets qui ne sont pas finançables et dont la stratégie d'advocacy est plus difficile à soutenir dans le temps.

Un autre facteur qui a une incidence notoire est celle de la capacité, au sein de l'OSC, pour la recherche de fonds. C'est une activité qui demande une expertise, avoir des contacts, parler l'anglais et gérer rigoureusement les fonds. Ceci n'est pas évident dans toutes les OSC.

En même temps, nous pouvons avoir un processus inverse où les donateurs mettent comme condition de choisir les sujets qu'ils souhaitent financer. Cela implique que certaines OSC doivent penser leur stratégie de plaidoyer sur un sujet qu'elles n'ont pas choisi, ce qui entraîne une perte d'autonomie et de raison d'être de l'OSC.

Si nous pensons une stratégie d'incidence à long terme, par exemple à 20 ans, il est nécessaire de penser en plus à la manière par laquelle se fera le transfert de connaissances et au travail entre les différentes générations.

Un problème récurrent pour certaines régions du Sud est celui de la formation de ces cadres moyens. Dans les pays où des gouvernements progressistes sont arrivés au pouvoir (comme au Brésil ou en Uruguay en Amérique du Sud), les ONG ont perdu leurs cadres qui sont allés au gouvernement.

Un des défis majeurs consiste à élaborer des indicateurs d'impact et de succès et de systématiser. Cela est conditionné par les exigences des donateurs. De plus en plus d'organisations du Nord subissent la pression de leurs gouvernements pour montrer des résultats de leurs

actions ou de leurs contreparties au Sud (cela fait partie de la logique de "l'effectivité l'aide") et elles transposent cette pression aux OSC du Sud. Celles-ci parviennent souvent d'entrer récemment dans une logique d'incidence, ce qui rend encore plus difficile la mesure ou de savoir comment mesurer les impacts dans les processus sociaux et politiques qui sont souvent inscrits dans le long terme.

Un autre défi réside dans les capacités de systématiser tout ce qui se fait. Dans les OSC du sud, les membres ont souvent une surcharge de travail et ils peuvent à peine répondre aux urgences de leur poste, ce qui rend presque impossible de systématiser leurs propres actions. Bien que des systèmes informatiques existent pour faciliter ces processus, les organisations du Nord transfèrent rarement cette connaissance à ses contreparties comme forme de développer leurs compétences mais elles l'exigent comme un indicateur d'effectivité ou de soutenabilité.

Questions pour la discussion concernant l'échange d'expériences :

- Comment ton organisation traite-t-elle le sujet du financement? Est-ce un sujet de diffusion publique ou bien les contacts et les détails sont concentrés chez certaines personnes? Avez-vous obtenu une professionnalisation du fundraising ?
- Existe-t-il, une forme de systématisation des actions de plaidoyer développée par ton organisation ? Si oui: comment fonctionne-t-elle?
- Avez-vous avancé dans l'élaboration d'indicateurs d'impact de vos actions de plaidoyer ? Avez-vous obtenu un appui pour cela? Quelles ont été les leçons tirées dans ce domaine?

4) Bibliographie de référence

ABRACINSKAS (2001); "Los procesos de influencia política en el campo de la salud y los DDSS y DDDR" de Ana González (1999), Profamilia, Colombia.

ALEMANY, C. y Beatriz Leandro (2007), "Estudios y propuestas para la participación ciudadana en el Mercosur", FESUR, Montevideo.

BATLIWALA, Srilatha (2007), "The Social Watch case", brouillon à publier en 2007.

BROWN, D. -ed.- (2006), "Practice Research Engagement and Civil Society, in a globalizing World", The Hauser Center for Nonprofit Organizations-CIVICUS, Washington DC.

FLORINI, Ann -ed.- (2000), The Third Force: The Rise of Transnational Civil Society, Carnegie Endowment for International Peace and Tokyo, New York.

FRASER, Nancy. (1997), "Iustitia Interrupta" Ed. Siglo del Hombre.

FRASER, Nancy. (2000), "New Left Review" Ed. Akal Madrid.

GARRETON, Manuel Antonio (2006), "Modelos y liderazgos en América Latina", en Nueva Sociedad N 205, Buenos Aires, pp. 102 – 113.

GIBBONS, Michael et al. (1997), "La nueva producción de conocimiento." Chapitre.1 Evolución de la producción de conocimiento. Pomares-Corredor S.A., Barcelona.

KHAGRAM, Sanjeev; Riker, James V. y Sikkink, Hathryn -Ed.- (2002): "Restructuring World Politics: The Power of transnacional Movements, Networks and Norms," Minneapolis: University of Minnesota Press.

KYTE, Rachel (1999): "Mujeres al timón, Más allá del Cairo y Beijing. Fortaleciendo las habilidades de las organizaciones en América Latina", The Ford Foundation. Mexico

RAHMAN et al. (2002): "Les jeunes et les reunions internationales. Une guide de poche pour la participation efficace des jeunes", l'Association canadienne pour les Nations Unies, Canada

SOCIAL WATCH (2007); "The use of indicators in assesing social development", qui sera publié en 2007.